

POUR UNE RENTREE ACTIVE ET REVENDICATIVE



LES ÉTATS GÉNÉRAUX
DU SECOND DEGRÉ

SEPTEMBRE - OCTOBRE 2012



OBTENIR UN VÉRITABLE CHANGEMENT POUR LE SECOND DEGRÉ



**DANS LES ÉTABLISSEMENTS,
PRENDRE LA PAROLE**
Du 15 septembre au 15 octobre

Démocratiser le système éducatif pour faire réussir tous les élèves dans le second degré.

Revaloriser nos métiers et nos carrières pour les rendre à nouveau attractifs.

Améliorer nos conditions de travail et le fonctionnement du système éducatif.

En pleine concertation et discussion sur la loi d'orientation et de programmation sur l'École, reprenons la main et n'abandonnons pas le débat au même cénacle d'experts autoproclamés qui avancent depuis 30 ans les mêmes solutions éculées.

Partout :

- *Se réunir dans chaque établissement et débattre avec les collègues.*
- *Elaborer un cahier revendicatif et le faire remonter aux sections départementales du SNES.*
- *Participer aux forums départementaux des États-Généraux qui feront la synthèse des cahiers revendicatifs pour la grande journée nationale du 25 octobre.*

Le jeudi 18 octobre de 14 h 30 à 17 h 00

- ⇒ Dans le 78, au siège départemental du SNES à Trappes, 24 rue Jean Jaurès
- ⇒ Dans le 91, au siège départemental du SNES à Evry, maison des syndicats
- ⇒ Dans le 92, au siège départemental de la FSU à Nanterre, 3 bis rue Waldeck-Rochet
- ⇒ Dans le 95, au siège départemental du SNES, à Cergy, Maison des syndicats

Chaque équipe, selon la réalité de son établissement, peut investir une partie seulement de ces axes de réflexion, ou tout autre qui semblerait plus pertinent.

**Matériel et modalités de participation
aux États généraux sur notre site
www.versailles.snes.edu
Rubrique : revendications/actions**

Une rentrée très difficile sur les bases préparées par Chatel...

La rentrée dans les établissements reste celle décidée par le précédent Ministre de l'Éducation nationale. Partout s'amplifient les effets désastreux générés par plusieurs années de suppressions massives de postes, aggravées par l'inflation des HS, et de politique éducative régressive menée à coup de réformes imposées.

Mais elle est aussi, faute de mesures significatives concrètes portant un réel désaveu de la politique précédemment menée, celle assumée par le Ministre actuel.

Certes, sur la forme le Ministre marque plus de considération pour les personnels et les métiers qu'ils exercent dans des conditions de plus en plus insupportables, et se montre soucieux de construire un dialogue social que le précédent pouvoir avait totalement bafoué.

Quelques mesures d'apaisement ont été prises, résultats du rapport de forces que le SNES a construit avec les personnels : abrogation du Décret sur l'évaluation, allègement de service pour les stagiaires, créations de postes dans les vies scolaires....

Mais force est de constater que les mesures d'urgence revendiquées par le SNES pour la rentrée 2012, n'ont pas été prises alors même qu'elles ne demandaient aucun effort budgétaire particulier (suspension du LPC, du dispositif ECLAIR, de la réforme du service public d'orientation, allègements de programmes...)

Toutes les réformes contestées restent donc en application. Certaines sont même accélérées (réforme de la voie technologique industrielle).

Peser, sur les décisions, ensemble, pour obtenir une véritable rupture

Le nouveau Gouvernement a affirmé sa volonté de faire de l'Éducation une priorité nationale qui doit se traduire à la fois dans les orientations budgétaires 2013 et dans le vote au Parlement d'une Loi de programmation. d'ici le mois de décembre.

Le Second degré a été la cible majeure des attaques de la politique libérale, budgétaire et idéologique, de ces dix dernières années. Ce sont des engagements et des actes précis de « rupture » qu'il nous faut obtenir pour relever le défi d'un système éducatif amical pour l'avenir, fondé sur l'égalité et qui permette la réussite de tous les élèves, pour que nos métiers soient reconnus et revalorisés, pour que les conditions de travail et d'études soient réellement améliorées, pour que nos missions et nos statuts soient respectés.

La mobilisation de tous est donc nécessaire. Les personnels dans les établissements doivent exprimer, à partir des réalités qu'ils vivent au quotidien, leurs attentes. C'est le sens des États généraux du second degré organisés par le SNES en octobre.

